



RENCONTRE NATIONALE REFONDATION DE L'ÉCOLE : DEUX ANS... ET APRÈS ? LE DÉFI DE L'ÉDUCATION PARTAGÉE

.....

Paris – 27 et 28 novembre 2014
Salon européen de l'éducation – Salle Sirius
Hall 7 – Niveau 3
Paris Expo – Porte de Versailles

avec la participation du



en partenariat avec



organisée par



Le rapport du Commissariat général à la stratégie et à la prospective intitulé « Quelle France dans 10 ans ? », remis au président de la République en juin 2014, fait de l'éducation un enjeu majeur pour le redressement du pays. Il souligne la dégradation des indicateurs internationaux mesurant le niveau scolaire des élèves français et insiste tout particulièrement sur l'investissement dans l'école primaire.

Depuis l'élection de François Hollande, le gouvernement a fait de la refondation de l'école sa priorité : transformation pédagogique, meilleurs temps pour apprendre, formation des enseignants, création de postes, scolarisation des enfants de moins de trois ans, révision du socle commun et des programmes, développement de l'utilisation du numérique, projets éducatifs de territoires... Un vaste chantier a été ouvert suscitant chez les enseignants, les parents d'élèves, les élus locaux, les acteurs du mouvement associatif des réactions diverses et paradoxales. Cette refondation provoque des réactions qui reflètent tout à la fois l'extrême sensibilité des questions éducatives chez nos concitoyens, mais aussi la grande diversité des intérêts contradictoires en jeu dans l'expression de telle ou telle opinion. Entre une partie de la population frappée par l'exclusion, la pauvreté et la désinsertion, des couches moyennes en voie de déclassement et des catégories supérieures qui bénéficient culturellement et budgétairement de politiques éducatives qui ont creusé les inégalités ces dix dernières années, la tendance dominante est au repli sur soi et pour certains, à la préservation de ce qu'ils pensent être leurs acquis même si cela se fait au détriment du plus grand nombre. Si l'on ajoute à cette réalité sociologique les phénomènes d'amplification médiatique liés à la capacité de mobilisation de certains groupes de pression particulièrement intéressés au maintien du *statut quo*, on comprend les obstacles qu'il faut lever pour que la refondation puisse produire ces effets. Cette bataille de l'opinion sera décisive. Car au-delà de la lutte contre les inégalités, la refondation de notre système éducatif est une contribution décisive au redressement du pays. En donnant à chacun la possibilité de révéler son potentiel, de développer sa créativité, c'est à tous que l'on donne les moyens de construire son être social et citoyen.

Deux ans après, où en est la refondation de l'école ?

Quel premier bilan tirer des réformes ? Comment les acteurs se sont-ils emparés de ces nouveaux leviers ? Quelles dynamiques transversales, professionnelles, associatives et territoriales ont pu se mettre en œuvre ? Quels freins et quels obstacles ont surgi ici où là ? Comment ont-ils pu être surmontés ? Quelles perspectives peuvent être aujourd'hui tracées pour donner un nouvel élan à la refondation notamment à travers la mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative (enseignants, parents, intervenants, partenaires de l'école) ? Quel défi pour l'éducation populaire pour, au-delà de la refondation de l'école, refonder les démarches éducatives ? En quoi la réforme territoriale en cours peut-elle améliorer la performance des politiques publiques en matière d'éducation ?

Relancer le débat public et accompagner la mobilisation des acteurs

Pour la Ligue de l'enseignement, cette rencontre nationale se veut une étape dans la relance du débat public sur l'éducation, qui doit accompagner la mobilisation des acteurs de la communauté éducative, condition indispensable de la réussite de la refondation.

Dans une approche croisée entre représentants de l'Éducation nationale, parents, intervenants éducatifs, élus, associations... ce débat mettra en exergue les pratiques novatrices dans chacun des grands chantiers de la refondation.

Il souhaite ainsi contribuer à la fédération des énergies et des réseaux pour remettre au premier plan des préoccupations du pays les valeurs fondatrices du contrat républicain visant à faire de nos enfants des citoyens capables d'affronter les défis d'une société en pleine mutation.

TABLES RONDES ET ATELIERS

JEUDI 27 NOVEMBRE

10h-11h	Introduction - L'importance du débat public et citoyen, par Jean-Marc Roirant, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement - La réforme : état des lieux, par Louise Turret, productrice de l'émission « Rue des écoles » sur France Culture
11h-13h	Table ronde : Les enjeux de la refondation ■ L'enjeu culturel et social • Le socle commun pour tous, par Claude Lelièvre, historien • L'enjeu numérique, par Emmanuel Davidenkoff, journaliste ■ L'enjeu stratégique et politique Françoise Cartron, sénatrice, rapporteure du projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République Jean Pisani Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective
13h-14h30	Déjeuner libre
14h30-16h	Ateliers thématiques (cf. thèmes ci-après)
16h-16h30	Pause
16h30-18h	Ateliers thématiques (cf. thèmes ci-après)

VENDREDI 28 NOVEMBRE

9h-10h45	Restitution des ateliers
10h45-11h15	Pause
11h15-12h30	Débat avec Najat Vallaud Belkacem , ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENSUR)
14h-16h	Table ronde : Perspectives Jean-Luc Cazaillon, président du CAPE ; Valérie Corre, députée du Loiret ; Marc Fesneau, vice-président de l'Association des Communautés de France ; Nathalie Mons, présidente du CNETCO Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire (MENSUR)
16h-16h15	Conclusion par Hélène Grimbelle, secrétaire nationale, déléguée à l'éducation de la Ligue de l'enseignement Coordination de la rencontre nationale et animation des séances plénières par Étienne Butzbach

DÉTAILS DES ATELIERS

Socle commun et parcours éducatif : Salle Sirius Niveau 7.3

Depuis longtemps en France, l'affirmation des objectifs de l'école publique s'est incarnée dans les programmes mais aussi, de façon plus implicite, dans les modalités d'évaluation (concours, examens) qui ont de fait largement déterminé les normes de ce qu'il convenait d'apprendre et donc d'enseigner.

Aujourd'hui le « socle commun de connaissances, de compétences et de culture », est en cours de redéfinition. Le travail engagé dans le cadre de l'Éducation nationale n'épuise pas la nécessaire réflexion sur la construction de véritables parcours éducatifs intégrant toutes les interventions qui façonnent l'environnement éducatif de l'enfant dans et hors l'école.

Socle, cycles, programmes, où en est-on réellement de la mise en œuvre de la refondation sur ce point ? Comment l'enjeu numérique est-il pris en charge sur le terrain ? Comment dans ce contexte penser aujourd'hui l'éducation partagée qu'il importe de promouvoir et qui concerne l'Éducation nationale mais aussi l'ensemble des partenaires de la communauté éducative – les parents, les collectivités, les associations – intervenant dans le champ éducatif ?

Intervenants

Gaëlle Abily, adjointe au maire de Brest déléguée à la Culture ; **Philippe Auzet**, responsable du secteur Culture à la Ligue de l'enseignement ; **Jean-Louis Baglan**, inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'Éducation nationale du Rhône ; **Alexandra Cordebard**, adjointe à la Maire de Paris en charge des affaires scolaires, de la réussite éducative et des rythmes scolaires ; **Roger-François Gauthier**, inspecteur général de l'Éducation nationale, membre du Conseil supérieur des programmes ; **Marie-Aleth Grard**, vice-présidente d'ATD quart monde, membre du conseil économique, social et environnemental ; **Jean-Marc Mériaux**, directeur général de Canopé (ex Scéren CNDP) ; **Eric Pateyron**, directeur de l'école Honoré de Balzac à Nanterre ; **Soledad Messiaen**, professeure des écoles à Burie ; **Jean-Michel Zakhartchouk**, rédacteur des *Crap-Cahiers pédagogiques*

L'enfant au centre de l'attention : Salle Bérénice Niveau 7.3

La refondation de l'école dans sa redéfinition des temps éducatifs, pose le problème de la façon dont sont intégrées les dimensions non strictement cognitives de l'éducation notamment dans la petite enfance. Scolarisation précoce, dispositifs passerelles, rôle spécifique de la maternelle, mais aussi temps récréatifs et pause méridienne imposent aux différents intervenants de la communauté éducative de prendre en compte l'enfant dans sa globalité.

Comment la refondation de l'école traite-t-elle de cette nécessaire adaptation des personnels, des ambiances et des locaux à la nouvelle donne éducative ? Comment les collectivités territoriales, compétentes en matière de petite enfance et partenaires privilégiés de l'Éducation nationale et des Caisses d'allocations familiales se sont-elles investies de façon novatrice dans ce domaine ? Comment tout à la fois laisser chaque enfant « vivre sa vie » et se saisir de ces temps pour en faire un moment éducatif apaisé, renforçant la palette des appétences – semaine du goût, alimentation équilibrée et lutte contre l'obésité, éducation aux arts culinaires... ?

Intervenants

Erica Bareight, députée conseillère municipale de Saint-Denis de La Réunion ; **Viviane Bouysse**, inspectrice générale de l'Éducation nationale ; **Nadine Coussy-Clavaud**, enseignante au collège Clithène à Bordeaux ; **Anne Dillenseger**, adjointe au maire de Dijon déléguée à l'éducation ; **Michel Lejeune**, chargé de mission nationale sur la pause méridienne et les restaurants d'enfants et de jeunes à la Ligue de l'enseignement ; **Véronique Moreira**, vice-présidente de l'Usep ; **Sandrine Pellenz**, responsable de l'animation du réseau mosellan d'intervention post et périscolaire de la Ligue de l'enseignement de Moselle ; **Irène Péquerul**, déléguée générale adjointe des Francas ; **Isabelle Racoffier**, présidente de l'Association générale des enseignants d'école maternelle (Ageem) ; Un(e) représentant(e) de la Caisse d'allocation familiale *

Réussite éducative et prévention du décrochage scolaire : Salle Carina A Niveau 7.3

Au-delà de la relance de l'éducation prioritaire et des dispositifs spécifiques dédiés aux enfants en très grande difficulté, la lutte contre le décrochage scolaire est l'affaire de l'ensemble de l'Éducation nationale et de la communauté éducative.

Comment repenser l'aide au travail personnel des enfants dans le cadre de la modification des rythmes scolaires et de la nouvelle organisation des temps périscolaires ? Quel premier bilan tirer de la mesure « plus de maîtres que de classes » ? Comment harmoniser les interventions visant à accompagner l'enfant au plus près de ses besoins dans le cadre scolaire, périscolaire ou familial ? Comment améliorer la prise en charge des enfants les plus en difficulté ? Quelles leçons tirer des expériences innovantes ?

DÉTAILS DES ATELIERS

Intervenants

Anne Armand, inspectrice générale de l'Éducation nationale ; **Raphaële Buchenschutz**, cheffe du service du projet éducatif et de la jeunesse au Conseil général de Seine-Saint-Denis ; **Marc Douaire**, président de l'Observatoire des zones prioritaires ; **Daniel Frandji**, chercheur au Laboratoire Triangle-UMR5206 ; **Serge Fraysse**, directeur de l'éducation, de la santé et de la prévention de la délinquance de la direction de la ville et de la cohésion urbaine (CGET) ; **Bertrand Gohier**, vice-président de l'Association nationale des acteurs de la réussite éducative (Anaré) ; **Eunice Mangado-Lunetta**, directrice déléguée de l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), en charge des questions éducatives ; **Audrey Maurin**, déléguée générale de la Fédération des établissements scolaires publics innovants (Fespi) ; **Marc Sawicki**, président du Réseau français des villes éducatrices ; **Frédérique Weixler**, chargée de mission sur le décrochage à la Dgesco (MENSRI)

Formation initiale et continue des acteurs de l'éducation : Salle Carina B Niveau 7.3

La formation initiale et continue des acteurs de l'éducation est un des piliers fondamentaux de la refondation de l'école et du système éducatif tout entier. Au-delà du rétablissement d'une réelle formation au métier d'enseignant, le « É » des Espé a nourri beaucoup d'espoirs, notamment celui de favoriser le développement d'une véritable culture éducative partagée entre l'Éducation nationale et l'ensemble des intervenants de la communauté éducative, par la formation en leur sein des animateurs et agents des collectivités locales impliquées dans une mission éducative.

Où en est-on réellement aujourd'hui de ces objectifs ambitieux, après une phase marquée également par la prise en charge des urgences d'une transition difficile ? Quelles sont les avancées, les obstacles à la définition de nouvelles maquettes et dispositifs de formation ouvrant les Espé et les enseignants sur leur environnement ? Comment faire entrer dans la réalité le « É » des Espé et prendre en compte les attentes des collectivités territoriales et des associations ? Comment favoriser les échanges de pratiques sur le terrain ? Quelle place pour la formation continue dans la refondation ?

Intervenants

Alain Bocquet, secrétaire national de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France (Andev) ; **René Bouillon**, ancien président du conseil d'orientation scientifique et pédagogique de l'Espé Bretagne ; **Éric Charbonnier**, responsable du département éducation de l'OCDE ; **Bruno André Burel**, directeur de l'école des parents et des éducateurs de Seine-Maritime ; **Sophie Dargelos**, Fédération nationale des Francas en charge de la relation à l'école ; **Daniel Filâtre**, recteur de l'académie de Grenoble, président du comité de suivi des Espé ; **Jacques Ginestier**, président du réseau des Espé ; **Brigitte Marin**, directrice de l'Espé de l'académie de Créteil ; **Myriam Naël**, adjointe au maire de Nantes chargée de la politique de la Ville ; **Amandine Rouah**, cheffe du bureau de la formation et de l'insertion à la Ville de Paris ; **Philippe Watrelot**, président du Crap-Cahiers pédagogiques

Le collège, pilier de la communauté éducative de territoire : Salle Vega Niveau 7.3

La refondation de l'école passe par le questionnement de la continuité de la prise en charge des élèves, à travers la réforme du troisième cycle, du CM1 à la cinquième, enjeu essentiel pour le socle commun. Cela pose non seulement le problème du lien école/collège mais également celui de l'articulation des interventions des communes et/ou des intercommunalités avec celle des conseils généraux, dans le contexte de la réforme territoriale en cours.

Sur quelles initiatives innovantes prendre appui pour une nouvelle organisation de cette continuité école/collège, notamment dans les réseaux d'éducation prioritaire et les dispositifs « Éclair » ? Comment valoriser le rôle du collège en tant que pilier du territoire éducatif de la scolarité obligatoire ? Quel rôle peuvent jouer les projets éducatifs de territoire (PEdT) pour organiser une approche cohérente et une mise en synergie des partenaires et des dispositifs pour la mise en place d'un véritable service public éducatif local ?

Intervenants

Marc Bablet, chef du bureau de l'éducation prioritaire et des dispositifs d'accompagnement Dgesco ; **Pascal Bavoux**, directeur du cabinet d'études Trajectoires ; **Marie-Pierre Forgues**, coordinatrice d'Act 33 Gironde ; **Yves Fournel**, chargé de mission PEdT à l'Observatoire des politiques locales d'éducation et de la réussite éducative ; **Didier Jacquemain**, délégué général des Francas ; **Daniel Lenoir**, directeur de la Cnaf * ; **Didier Lesueur**, délégué général adjoint de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas) ; **Christian Wassenberg**, directeur académique des services départementaux de l'Éducation nationale (Dasen) du Nord ; Un(e) responsable territorial(e) de la politique de la Ville (DVCE-CGET) * ; **Paul Robert**, principal de collège à Uzès et membre d'Éducation et Devenir

Inscription obligatoire :

<http://evenement.laligue.org/la-refondation-2-ans-apres/>

.....

RENCONTRE NATIONALE

REFONDATION DE L'ÉCOLE : DEUX ANS... ET APRÈS ?

Le défi de l'éducation partagée

.....

Rencontre nationale organisée dans le cadre
du Salon européen de l'éducation

Comité scientifique :

Arnold Bac, Étienne Butzbach, Jean-Paul Delahaye,
Éric Favey, Philippe Joutard, Claude Lelièvre, Nathalie Mons,
Arnaud Tiercelin, Marie-Sophie Thiroux

Coordination générale :

Étienne Butzbach

www.laligue.org



organisée par



en partenariat avec



avec la participation du

